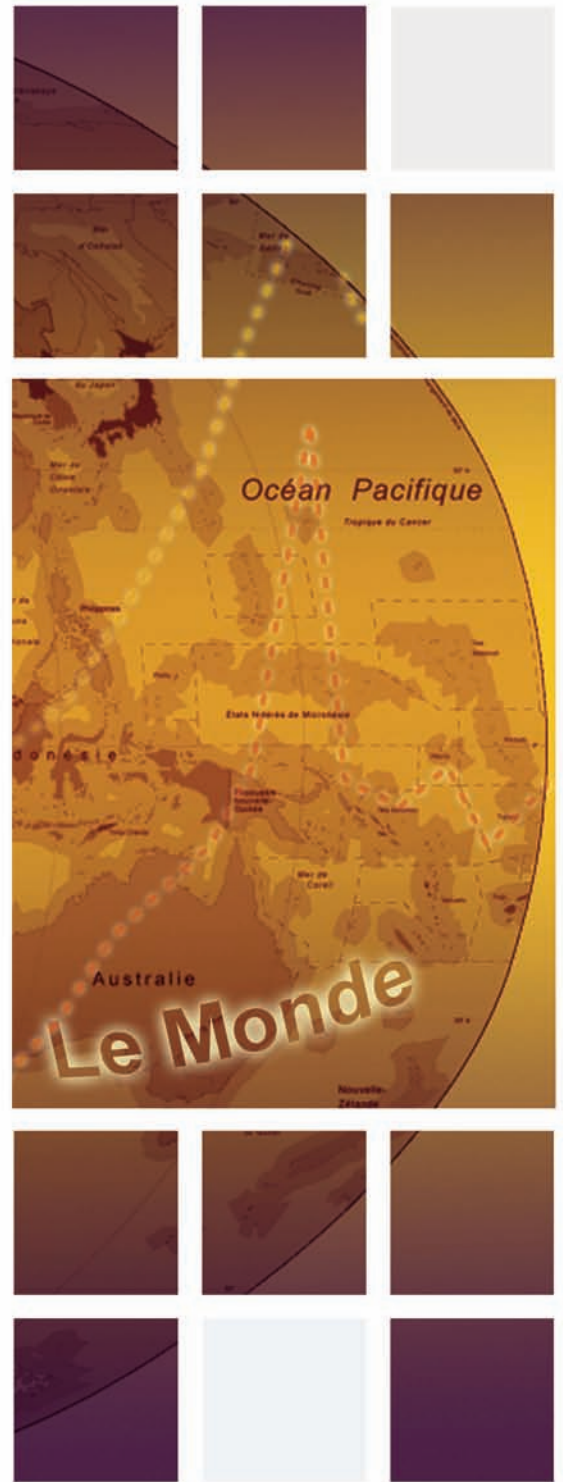


Points forts

01

De la Polynésie française

BILAN
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
2012



PAS DE REPRISE EN 2012



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

En 2012, la croissance mondiale s'établit à 3,3 % selon le FMI ; les pays émergents demeurent le moteur de cette croissance même si leur activité ralentit légèrement, tandis que les économies développées s'enlisent dans le chômage et les politiques d'austérité. Et le ralentissement de la demande globale ne laisse pas espérer de reprise sur le court terme.

Après une année 2011 marquée par les désordres financiers, le bilan économique de l'année 2012 n'a pas été aussi catastrophique qu'on pouvait le craindre. Les nombreuses élections présidentielles (États-Unis, France, Russie, Chine, Japon) ont incité à l'attentisme. La croissance mondiale semble avoir atteint un point bas, et il lui faut maintenant rebondir malgré une conjoncture chaotique ; la crise déclenchée en 2008 n'est toujours pas terminée. Certes, une grande récession du type des années 1930 a été évitée, mais le monde cherche une nouvelle croissance et même un nouveau modèle, moins spéculatif et financier, moins consumériste, plus soucieux de l'environnement.

Le rapport de force entre la Chine et les États-Unis se poursuit, et ce sont encore les pays émergents qui tirent la croissance mondiale, tandis que les économies dites avancées sont à la peine. L'Amérique doit affronter un programme de réduction de son déficit qui va probablement freiner sa croissance. La Chine est revenue vers une expansion plus modeste à + 8 %. Quant à la zone euro, la Commission européenne ne voit pas d'amélioration avant la deuxième moitié de 2013 au plus tôt. Rares exceptions parmi les pays développés, l'Australie et la Nouvelle-Zélande traversent la crise mondiale sans difficulté.

En 2012 la croissance mondiale est estimée à 3,3 % selon le FMI. Globalement, les défis les plus urgents pour 2013 concernent la crise prolongée de l'emploi et l'affaiblissement des perspectives de croissance économique, en particulier dans les pays développés. Alors que le chômage reste à un niveau élevé proche de 9 % et que les revenus stagnent, la reprise reste au point mort à court terme en raison du manque de demande globale.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - 2012

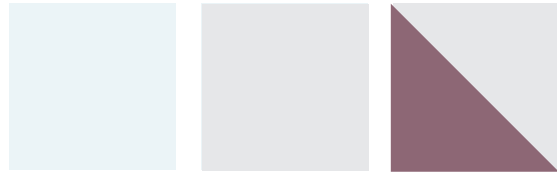
	PIB (estimations OCDE) <i>Taux de croissance annuel</i>	Indice des prix à la consommation <i>en moyenne annuelle</i>	Taux de chômage <i>en fin d'année</i>	Taux directeur <i>Banques centrales</i>	Variation en un an (points)
États-Unis	2,2	2,1	7,8	0,25	17/12/2008
Zone Euro	-0,4	2,9	11,7	0,75	11/07/2012
France ¹	0,2	2,0	10,6	0,75	11/07/2012
Japon	1,6	0,0	4,1	0,00	06/10/2010
Australie	3,7	1,8	5,4	3,00	04/12/2012
Nouvelle-Zélande	1,6	1,1	6,9	2,50	10/03/2011
Chine	8,0	2,6	4,1 ²	6,00	01/11/2012

1 : Les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix.
2 : Taux de chômage urbain (seul taux officiel).

Sources : Instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE, Eurostats.

ÉTATS-UNIS

Barack Obama est le premier dirigeant des démocraties occidentales à être réélu malgré la crise, l'alternance a été la règle partout ailleurs. La dette est le principal problème que doit affronter l'Amérique ; son déficit (en pourcentage du PIB) est supérieur à celui de la Grèce et sa dette à celle de la France. Les États-Unis entrent, après tout le monde, dans une période d'austérité (réduction des dépenses publiques), au moment où les statistiques de l'emploi s'améliorent. Les autres indicateurs de l'économie américaine se redressent aussi ; les prix de l'immobilier repartent à la hausse, signe que ce secteur, à l'origine de la crise des subprimes, est en voie de consolidation. L'Amérique tire bénéfice de l'exploitation du gaz de schiste qui abaisse les coûts de l'énergie, et



elle engage une ré-industrialisation illustrée par le redressement de General Motors. Après une accélération de la croissance au troisième trimestre 2012 (+ 0,7 %) soutenue par le dynamisme de la demande intérieure, ce rythme ralentit au dernier trimestre à + 0,3 %.

ZONE EURO

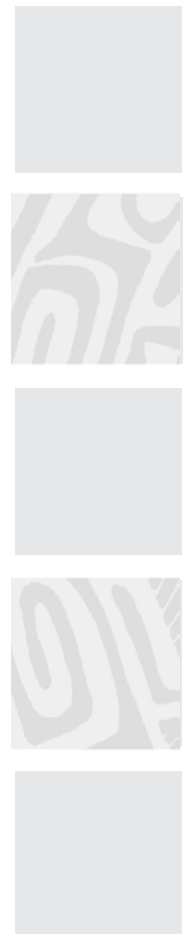
Le rythme de contraction de l'activité de la zone euro semble ralentir fin 2012, et les craintes liées à un éclatement de la zone écartées, même si la crise est loin d'être terminée. La spéculation sur les dettes publiques s'est apaisée, mais la zone euro demeure en récession et sa gouvernance économique réformée est toujours insuffisante pour garantir un développement équilibré.

Des progrès significatifs ont toutefois été faits ; après la contagion à l'Espagne et l'Italie par la crise débutée en Grèce, les pays de la zone se sont résolus à éviter une contagion générale, rassurant ainsi les marchés. Il y a tout d'abord eu l'adoption du Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance visant à renforcer la discipline budgétaire dans la zone euro grâce à la "règle d'or" et au mécanisme de correction automatique. Puis l'adoption du Mécanisme Européen de Stabilité (MES) par le parlement allemand, l'accord sur le plan de soutien à la Grèce et sur la recapitalisation des banques espagnoles, et enfin l'adoption du premier volet de l'Union bancaire prévoyant la supervision de près de deux cents banques par la BCE et la mise en place de moyens institutionnels pour lutter contre la spéculation. Toutes ces interventions ont permis d'abaisser les tensions sur les dettes publiques européennes au cours du second semestre 2012. Cette baisse de l'incertitude ne s'est toutefois pas transmise au marché du crédit bancaire et le financement des agents privés demeure difficile (« credit crunch » ou contraction du crédit : il y a davantage de crédits remboursés que de nouveaux crédits distribués).

Selon les premières estimations, le PIB s'est contracté de 0,4 % en 2012. La production industrielle est en retrait au dernier trimestre, tout comme les ventes au détail, et le chômage poursuit sa progression (près de 12 % en fin d'année). Toutefois les indicateurs de confiance ont cessé de se dégrader et les risques inflationnistes sont absents, laissant espérer une embellie courant 2013.

FRANCE

Dans le sillage des autres économies européennes, le gouvernement français redoute de voir la note de la France se dégrader, et les marchés financiers retourner leur opinion, rendant la dette plus difficile à rembourser. D'où une politique d'austérité obligée pour les deux gouvernements qui se sont succédé en 2012. La France tente de respecter ses engagements européens et vise les 3 % de déficit budgétaire en 2013 : les dépenses sont contraintes et le gouvernement tente d'augmenter les impôts sur les entreprises et sur les plus riches, malgré le rejet par le Conseil constitutionnel du projet de taxer à 75 % les ménages dont le revenu dépasse un million d'euros par an. Le gouvernement s'attaque aussi à une autre problématique, la compétitivité. La France va pour la première fois commencer à alléger les charges qui pèsent sur le travail. Enfin s'est ouvert un troisième chantier : introduire une flexi-sécurité sur le marché du travail à la façon des pays scandinaves. La reprise ne viendra pas avant le deuxième semestre 2013 selon les économistes qui s'attendent à une stagnation de l'économie française pour 2013.



CHINE

L'économie chinoise a connu une croissance en moyenne supérieure à 10 % durant la première décennie du XXI^{ème} siècle, mais elle a ralenti depuis, notamment à cause des difficultés que connaissent les principaux marchés destinataires des exportations chinoises, l'Europe et les États-Unis. Ce ralentissement est particulièrement ressenti dans les secteurs du textile et de l'électronique. En 2012, la hausse du PIB a été de 8 % par rapport à 2011. Il s'agit du taux de croissance le plus bas depuis 2009. Mais la situation interne est aussi préoccupante. La consommation intérieure chinoise n'a pas pris le relais des exportations ; la demande interne marque le pas suivant le secteur immobilier : la contraction des transactions et la baisse des prix ont pesé sur l'activité début 2012, le secteur immobilier représentant 9 % du PIB. Ces difficultés ont eu des conséquences sur les secteurs de la métallurgie et des cimenteries. Mais les prix de l'immobilier et l'investissement dans le secteur se sont stabilisés au second semestre 2012. L'activité a bénéficié de mesures de relance ciblées : construction de 36 millions de logements sociaux sur cinq ans, exonérations d'impôts pour les entreprises exportatrices, prime à la casse dans le secteur automobile, subventions aux primo-accédants, annonce de plans d'investissement par plusieurs collectivités locales, et en fin d'année les mesures d'assouplissement monétaire qui ont permis aux banques de prêter davantage. En outre, le yuan est resté quasi-stable face au dollar en 2012, tandis qu'il s'était apprécié de 5 % en 2011. Ainsi, après avoir poursuivi son ralentissement jusqu'au troisième trimestre 2012, l'activité a rebondi au quatrième trimestre. Les principaux indicateurs avancés (confiance des entreprises, production industrielle, production d'électricité, ventes au détail) indiquent une poursuite de cette tendance au début 2013. Les autres principales préoccupations des Chinois aujourd'hui sont la sécurité sociale, la corruption au sein du gouvernement et l'écart grandissant dans la distribution des richesses en Chine.

JAPON

L'économie japonaise a du mal à se relancer ; la catastrophe nucléaire de mars 2011 ainsi que la crise financière de 2008-2009 bloquent la relance de l'économie, et les difficultés économiques des pays d'Europe et des États-Unis pénalisent les échanges commerciaux. Les ventes vers la Chine, son principal partenaire commercial, ont également diminué, en raison du conflit territorial des îles Senkaku. En plus d'une baisse des exportations, le Japon souffre d'une demande intérieure trop faible par rapport à l'offre (les dépenses des ménages ont pâti de la diminution des primes d'été et de la fin de subventions étatiques à l'achat de véhicules écologiques), ce qui perturbe le marché intérieur et le secteur de l'emploi. Le PIB du Japon a régressé de 0,9 % au troisième trimestre 2012, et risque selon les économistes de régresser encore fin 2012 et début 2013, et la déflation perdure. De plus, le yen étant trop fort (+ 11 % en moyenne par rapport à 2011, soit 116 F.CFP), la balance commerciale doit faire face au pire déficit qu'elle a subi depuis 30 ans. La formation d'un nouveau gouvernement, et les anticipations d'un dosage macroéconomique (la politique budgétaire et la politique monétaire) plus accommodant ont amélioré les indices de confiance en fin d'année, mais les données d'activité demeurent mitigées.

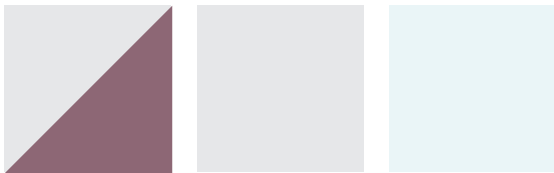
AUSTRALIE

La bonne performance de l'économie australienne, 21 années de croissance ininterrompue, résulte principalement de la demande chinoise pour les matières premières. Depuis le mois d'août 2012, les grands groupes miniers multiplient les annonces sur le gel de grands projets de développement, en raison notamment du ralentissement de l'économie chinoise, un des très gros clients, qui affecte la demande et les prix des matières premières. En juillet et août, le prix du minerai de fer a chuté, atteignant début septembre son plus bas niveau depuis trois ans, mais est reparti à la hausse début septembre (+ 56 % au cours des quatre derniers mois de l'année). Cette évolution signifie que les investisseurs sont désormais persuadés que l'économie chinoise est repartie de l'avant, elle qui consomme 60 % du fer mondial. La Chine n'est en effet qu'à mi-chemin de son processus d'urbanisation et d'industrialisation, tandis que l'Inde, autre gros client, offre encore d'immenses perspectives de croissance. Le boom minier, qui a permis à l'Australie d'être le seul des grands pays riches à échapper à la récession de 2008, va donc continuer à porter ses fruits. La hausse des investissements n'a pas encore atteint son pic. Leur total devrait atteindre 97 milliards d'euros à la fin de l'année budgétaire. Lui succèdera le boom de la production, qui devrait avoir des répercussions bénéfiques pendant des décennies.

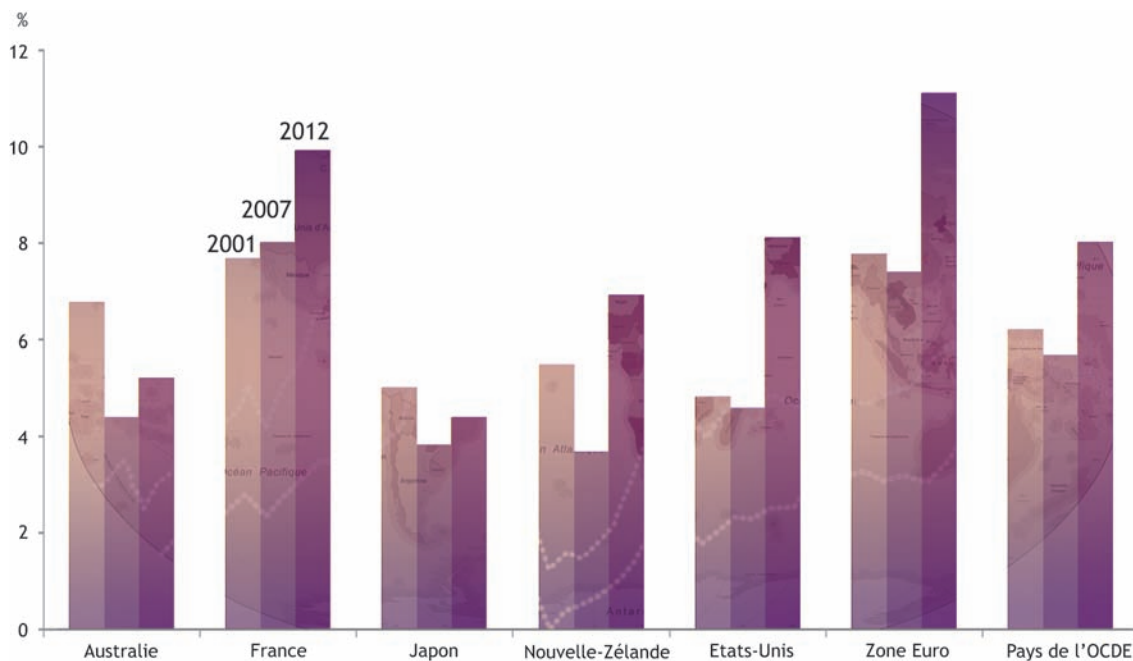
L'Australie devrait pouvoir éviter les risques liés à une baisse des cours des matières premières et à une contraction de la demande chinoise pour maintenir une croissance autour de 3 % en 2013. En cas de ralentissement, les marges de manœuvre viendraient d'abord d'un assouplissement monétaire. Les autorités sont confiantes dans le rôle d'ajustement automatique du taux de change, même si le dollar australien est surévalué, en raison du statut de « valeur refuge » du pays (achats de bons du trésor par des investisseurs étrangers). Malgré ce tableau globalement positif, l'Australie doit traiter des faiblesses structurelles (infrastructures, fiscalité, productivité) qui pourraient entraver ses chances de poursuivre sur cette pente la prochaine décennie.

NOUVELLE-ZÉLANDE

L'économie néo-zélandaise a bien traversé la crise financière mondiale de ces dernières années grâce à une économie essentiellement tournée vers l'exportation de produits agricoles (dont les cours sont élevés), soutenue par un tourisme dynamique, mais aussi grâce à un système bancaire solide. En 2012 la croissance a bénéficié d'un regain de consommation des ménages et d'investissement. La reconstruction de la région de Christchurch soutient l'activité du secteur bâtiment et travaux publics et les branches connexes, comme les bureaux d'architecte, les matériaux de construction, le bois, etc., compensant la moindre activité observée dans les travaux dépendant des collectivités locales. En revanche, le taux de change de la devise néo-zélandaise est sur une tendance haussière depuis trois ans et affiche depuis mi-2011 une volatilité qui affecte le secteur des matières agricoles, mais aussi le secteur touristique en 2012 (- 1,4 % de fréquentation par rapport à 2011). Le niveau élevé des prix laitiers et du bétail ainsi que la bonne orientation de la demande asiatique et australienne viennent toutefois compenser l'effet de change. L'économie de la Nouvelle-Zélande devrait pouvoir compter sur son système bancaire pour répondre aux besoins de financement liés à la croissance plus dynamique qui se dessine enfin (+ 2,5 % par an en moyenne sur la période 2012-2017 selon le FMI, contre + 0,1 % sur la période 2008-2011). ■



TAUX DE CHÔMAGE HARMONISÉ
POURCENTAGE DE LA POPULATION ACTIVE



Sources : OCDE, ISPF

+3,3 %

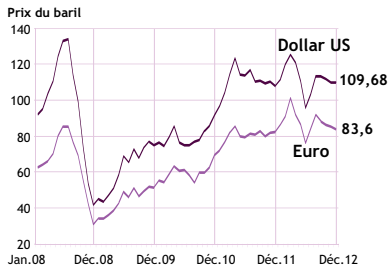
La croissance mondiale est de 3,3 % en 2012.



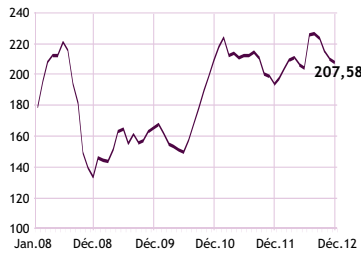
INDICATEURS

INDUSTRIE

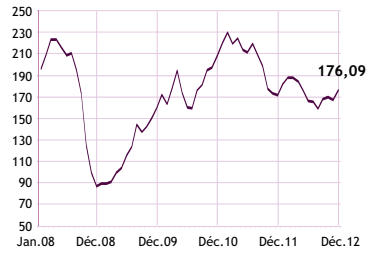
Prix du pétrole (brent "daté")



Indice des prix des matières premières alimentaires



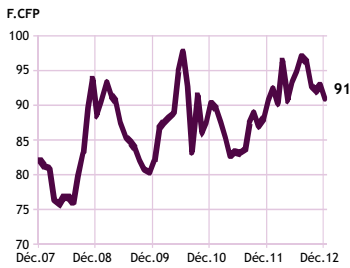
Indice des prix des matières premières industrielles



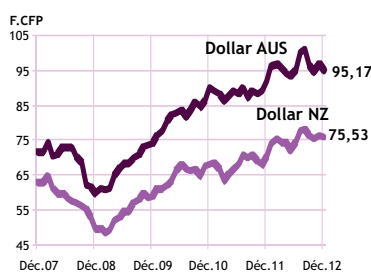
Source : INSEE

CHANGE

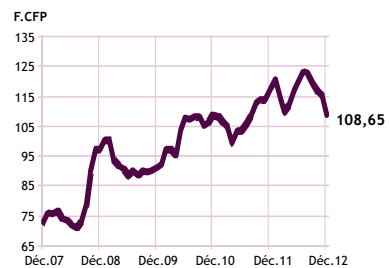
Dollar américain



Dollars australien et néo-zélandais



100 Yens



Source : Banque de Polynésie

INDICES BOURSIERS

Dow Jones



Nikkei 225



Eurostoxx



source : yahoo finance

ACTUALITÉ INTERNATIONALE - ANNÉE 2012

Janvier

le 01 • FRANCE - Prix : le prix du gaz augmente de 4,4 % au 1^{er} janvier.

le 01 • FRANCE - Salaires : le montant horaire brut du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (SMIC) passe de 9,19 euros à 9,22 euros.

le 01 • UNION EUROPÉENNE - Présidence : le Danemark succède à la Pologne à la présidence de l'Union Européenne. Le royaume danois prend ses nouvelles fonctions dans un contexte de crise de la zone euro dont il ne fait pas partie.

le 05 • JAPON - Pêche : un thon rouge de 269 Kg a été vendu au prix record de 565 000 euros lors de la première vente aux enchères de l'année au marché aux poissons de Tsukiji à Tokyo. Il s'agit du thon le plus cher de l'histoire du Japon, après le record de 32,49 millions de yens atteint l'an dernier pour un thon de 342 kilos. Le Japon consomme 80 % des thons rouges pêchés dans le monde, notamment sous forme de sushi. Mais le thon de qualité supérieure est de plus en plus apprécié en Chine et la participation des Chinois aux enchères fait grimper les prix.

le 22 • CROATIE - Union Européenne : les Croates ont dit « oui » à 67 % à l'adhésion de leur pays à l'Union européenne (UE). Si les 27 nations de l'UE effectuent le même choix, la Croatie deviendra le 28^{ème} État membre de l'Union européenne en juillet 2013.

Février

le 17 • MONDE - Énergie : le cours du baril de pétrole (brent) est monté jusqu'à 92 euros. Les tensions avec l'Iran et la faiblesse de l'euro expliquent cette inflation. Le précédent pic remontait au 4 juillet 2008 : le brent s'était hissé alors jusqu'à 91,34 euros. En revanche, pour un prix exprimé en dollar, le record absolu reste celui de 2008 - 143,15 dollars contre 120,35 depuis le début de l'année.

le 24 • CHINE - Finance : la Banque centrale de Chine réduit le ratio de réserves obligatoires des banques de 50 points de base à 20,5 %. Le gouvernement chinois a arrêté pour 2012 un objectif de croissance du PIB de 7,5 % ainsi qu'un taux d'inflation limité à 4 %.

le 28 • ÉTATS-UNIS - Emploi : l'économie américaine a créé plus d'emplois que prévu en février (227 000 postes). Mais le chômage reste stable à 8,3 %. Cela marque néanmoins le point le plus bas pour le chômage aux États-Unis depuis trois ans. Les données de décembre et janvier ayant été révisées favorablement (61 000 emplois créés en plus au cours de cette période), c'est la première fois depuis le début de l'année 2011 que les créations nettes de postes dépassent 200 000 unités durant trois mois consécutifs.

le 28 • ZONE EURO - Emploi : le nombre de chômeurs en zone euro a dépassé 17 millions en février 2012 pour la première fois de son histoire, avec 17 134 millions de personnes sans emploi au sens du BIT (aucune activité, y compris réduite). Depuis le mois de mai dernier, la progression du nombre de personnes sans emploi est ininterrompue en Europe et la situation s'est aggravée depuis fin 2011. Sur un an, on compte en zone euro près de 1,5 million de chômeurs supplémentaires, un rythme pas encore aussi grave que lors de la récession de 2008-2009 mais qui commence à y ressembler. Le taux de chômage en zone euro atteint 10,8 %, au plus haut depuis 25 ans. La progression est là aussi très rapide sur les derniers mois, avec une hausse de 0,5 point en l'espace de 6 mois.

Mars

le 13 • CHINE - Terres rares : face aux nouvelles restrictions imposées par la Chine sur ses exportations de terres rares, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne ont déposé une plainte devant l'OMC, le gendarme du commerce mondial. « La Chine restreint de plus en plus ses exportations, ce qui provoque des distorsions massives et des interruptions dommageables de la chaîne d'approvisionnement de ces matériaux sur le marché mondial », a indiqué le secrétaire américain au Commerce Ron Kirk dans un communiqué.

Avril

le 27 • JAPON - Politique monétaire : le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé d'augmenter de 5 000 milliards de yens le montant de l'enveloppe consacrée aux achats pour favoriser la reprise et lutter contre la déflation portant ainsi le montant total à 70 000 milliards de yens (665 milliards d'euros).

Mai

le 01 • AUSTRALIE - Politique monétaire : lors de sa réunion du 1^{er} mai 2012, la Reserve Bank of Australia (RBA) a abaissé d'un demi-point, son principal taux directeur, le Cash Rate, qui passe à 3,75 %. La RBA a estimé que les conditions de la croissance économique s'étaient affaiblies au cours des derniers mois et que les tensions sur les prix avaient diminué.

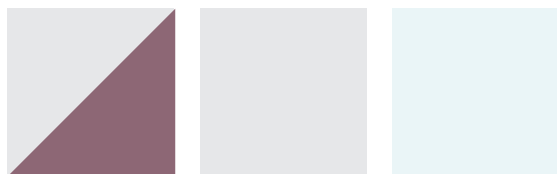
le 06 • FRANCE - Élections présidentielles : les Français ont choisi leur nouveau président, François Hollande, qui prendra ses fonctions le 16 mai.

Juin

le 06 • AUSTRALIE - Politique monétaire : seconde baisse, de 0,25 point du principal taux d'intervention de la RBA (Cash Rate), soit 3,5 %. L'objectif étant de soutenir la croissance intérieure et compenser les perspectives internationales jugées peu porteuses.

le 08 • CHINE - Politique monétaire : la Banque centrale de Chine a abaissé de 50 points de base le ratio de réserves obligatoires des banques le 18 mai 2012 et de 25 points de base ses taux directeurs le 8 juin 2012, soit 6,31 % pour les prêts à plus d'un an et 3,25 % pour les dépôts à plus d'un an. En avril 2012, la production industrielle a augmenté de 9,3 % en glissement annuel. L'indice des prix à la consommation augmente de 3,4 % sur un an. L'excédent commercial a atteint 18,4 milliards de dollars.

le 20 • HONG KONG - Perle : le troisième plus grand salon professionnel annuel de la bijouterie en Asie s'est tenu du 20 au 23 juin au centre d'exposition de Hong Kong. La perle de Tahiti était présente. Grossistes japonais et chinois, mais également quelques européens et polynésiens, ont accueilli, sur leurs stands, de nombreux visiteurs intéressés, et en particulier une clientèle chinoise. La compétition, cependant, demeure rude avec la « gold » et la « white » d'Australie désormais très prisées. On peut constater, sur ce salon, une embellie, bien qu'encore timide, du prix de la perle de Tahiti. Une forte demande se fait sentir sur les perles de 7, 8 et 9 mm qui, aujourd'hui, peuvent se vendre à des prix plus intéressants que les 10 et



11 mm. Les grosses perles restent, toutefois, les plus recherchées. En marge de ce salon se sont également tenues des ventes aux enchères de perles de Tahiti et notamment celles de Poe Rava Nui et de Robert Wan Cie. Le président du GIE Poe Rava Nui s'est dit satisfait de la vente réalisée, une semaine plus tôt, en partenariat avec d'autres producteurs et négociants polynésiens. Robert Wan a présenté plus de 200 000 pièces, avec sa plus belle pièce une ronde peacock de 17 mm top gem avec un prix de départ à 2,5 millions F.CFP. Confiant pour cette vente, Robert Wan pense, cependant : « qu'il est important de rassurer les acheteurs sur la stabilité en Polynésie, car aujourd'hui, nos 'mésententes' locales ne favorisent pas le marché ».

Juillet

le 01 • FRANCE - Salaires : le smic et les allocations chômage augmentent de 2 %.

• **AUSTRALIE - Politique fiscale** : la taxe carbone, adoptée par le Parlement australien fin 2011, est entrée en vigueur. Les 350 entreprises les plus polluantes sont désormais astreintes au versement d'une taxe de 23 dollars australiens (19 euros ; 2 233 F.CFP) par tonne de carbone. Les ménages bénéficieront d'une partie des recettes attendues sous la forme de baisses d'impôts et de prestations sociales afin de compenser les hausses probables de prix liées aux répercussions sur le consommateur final de la taxe carbone. Est également appliquée depuis le 1^{er} juillet, la taxe spécifique sur les entreprises minières. Ces dernières sont imposées à hauteur de 30 % sur les super-profits réalisés grâce au charbon et au minerai de fer et non à 40 % de l'ensemble de leurs bénéfices comme il était initialement prévu par le gouvernement australien.

le 01 • UNION EUROPÉENNE - Présidence : Chypre succède au Danemark à la présidence de l'Union Européenne.

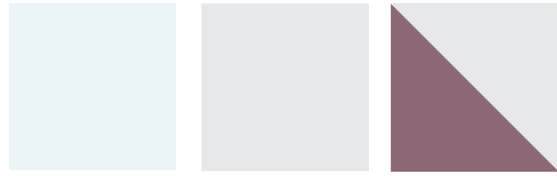
le 06 • CHINE - Politique monétaire : la Banque centrale de Chine a abaissé de 25 points de base le taux des dépôts à un an à 3 % et de 31 points de base le taux des prêts, à 6 %.

le 10 • ÉTATS-UNIS - Politique monétaire : la Fed maintient ses taux directeurs dans une fourchette de 0 à 0,25 %, et reconduit l'opération « Twist » qui porte sur l'échange d'obligations à maturité courte (moins de 3 ans) pour des plus longues (entre 6 et 30 ans), et visant à soutenir l'économie dont la croissance reste faible.

le 11 • ZONE EURO - Politique monétaire : le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a décidé de baisser les taux directeurs de 25 points de base (1 % à 0,75 %).

le 31 • ÉTATS-UNIS - Emploi : au mois de juillet les créations de postes ré-accélérent (163 000). Seuls le bâtiment et le secteur public détruisent des emplois, alors que les embauches du secteur privé et des services rebondissent. Un tel rythme de créations d'emplois est suffisant pour abaisser le taux de chômage qui demeure pour l'instant élevé à 8,3 %.

le 31 • MONDE - Matières premières : la sécheresse qui sévit aux États-Unis (la plus sévère depuis un demi-siècle) et en Russie a certes fait flamber le cours des céréales de 17 % en seulement un mois, et les fortes pluies au Brésil ont relancé à la hausse celui du sucre de 12 %. Mais à ce stade, les cours du riz, à la base de la nourriture dans de nombreux pays, n'ont pas bougé, ni ceux de la viande et des produits laitiers. La FAO tient d'ailleurs à le souligner : même s'il a augmenté en juillet, l'indice des cours internationaux de son panier alimentaire de référence est encore 12 % plus bas que le pic atteint en février 2011. Malgré tout, pour les seules céréales, la zone rouge est atteinte : les cours aujourd'hui ne sont plus que 5 % en dessous de leurs niveaux de 2008, juste avant les émeutes de la faim. Et les répercussions ne sauraient



tarder sur les prix de la viande et des produits laitiers, et ceux de la farine avec l'incidence immédiate sur le pain... Tout le monde, toutefois, ne s'en plaint pas : en France, les céréaliers sont sûrs d'exporter la moitié de leur production (36 millions de tonnes, en hausse de 8 %) sur les marchés internationaux à des prix particulièrement élevés.

Août

le 01 • MONDE - Finances : l'accord sur les SWAPS (échanges) de liquidités mis en place en 2011 par les grandes banques centrales, dont la BCE, la Fed, ou encore la banque d'Angleterre, prend fin le 1^{er} août. Ce dispositif devait leur permettre d'accéder plus facilement aux dollars pour ensuite prêter aux banques commerciales de leurs régions respectives.

le 22 • RUSSIE - OMC : le Parlement russe (la Douma) a ratifié l'adhésion de la Russie à l'OMC. Ceci met un terme à 18 ans de pourparlers.

Septembre

le 15 • FRANCE - Livret A : le plafond du livret A est relevé de 25 % à 19 000 euros.

le 18 • AUSTRALIE - Eau : deux sociétés européennes, l'une française, Suez et l'autre espagnole, Fotowatio Renewable Ventures (FRV), ont mis en route d'importants projets en Australie. Pour Suez, il s'agit de l'entrée en production industrielle d'eau potable de la plus grande usine de dessalement d'eau de mer d'Australie, à Melbourne. Pour FRV, il s'agit de la construction de ce qui devrait devenir la plus grande ferme photovoltaïque d'Australie, à Canberra.

Octobre

le 03 • AUSTRALIE - Politique monétaire : la Banque centrale Australienne baisse son taux directeur de 25 points, à 3,25 %, son niveau le plus bas depuis la crise financière, avertissant que les perspectives de croissance pour l'année prochaine sont affaiblies.

le 12 • MONDE - Emploi : le monde compte trente millions de chômeurs de plus qu'avant le début de la crise il y a quatre ans. Près de 40 % de ces chômeurs sont des jeunes gens de moins de 25 ans. Pour ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, 900 millions d'entre eux sont « incapables de gagner suffisamment de quoi leur permettre d'être au-dessus du seuil de pauvreté de deux dollars par jour ». Et si les tendances en matière de réduction de la pauvreté observées avant la crise avaient été maintenues, il y aurait aujourd'hui 55 millions de pauvres de moins dans le monde, selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

le 30 • FRANCE-ALLEMAGNE - Tourisme : la France et l'Allemagne ont inauguré mardi à Pékin un centre commun de visas, destiné à faciliter et à accélérer les procédures d'autorisation d'entrée dans l'espace Schengen, où la concurrence se durcit pour attirer les touristes chinois.

Novembre

- le 06 • ÉTATS-UNIS - Élections présidentielles** : Barack Obama, président sortant et candidat démocrate à la présidence des États-Unis, est le seul président réélu pour un second mandat durant la crise économique que traverse actuellement le monde.
- le 20 • CHINE - Commerce** : la Chine a annoncé que les États-Unis avaient dépassé l'Union européenne comme première destination de ses exportations, à cause de la récession dans la zone euro.
- le 26 • CHINE-INDE - Commerce** : des sociétés indiennes et chinoises ont signé des accords commerciaux portant sur plusieurs milliards de dollars, resserrant ainsi leurs liens commerciaux, en dépit de tensions politiques. Ces accords portent notamment sur des investissements dans les domaines de l'énergie propre, des infrastructures, de l'énergie électrique, de l'aciérie.

Décembre

- le 06 • MONDE - Agriculture** : selon l'organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), de 2000 à 2012, dans certaines zones géographiques, la production agricole a connu un véritable boom. En 2011, l'indice des prix alimentaires a atteint un niveau quasi double de celui de 2000-2002. Même s'il a subi une légère inflexion en 2012, en dépit d'une nouvelle fièvre des cours mondiaux des céréales, il reste à des sommets et la FAO n'anticipe pas de baisse substantielle sur les dix prochaines années, et ce malgré un ralentissement prévu de la croissance moyenne annuelle de la production agricole mondiale qui devrait passer de 2,6 % à 1,7 % d'ici à 2020.
- le 07 • MONDE - Salaires** : selon l'Organisation internationale du travail (OIT), dans un environnement marqué depuis le début de la crise (2007-2008) par un ralentissement global de l'évolution des rémunérations, il y a d'un côté les pays d'Europe de l'Ouest et les économies développées qui ont connu une augmentation de quelque 5 % depuis 2000, et, de l'autre côté, les pays d'Asie centrale et d'Europe orientale qui ont vu les salaires moyens presque tripler sur la même période.
- le 20 • JAPON - Politique monétaire** : le comité de politique monétaire de la Banque centrale du Japon (BoJ) a décidé de renforcer sa politique d'assouplissement monétaire en votant à l'unanimité l'augmentation du montant de son programme d'achat d'actifs et le maintien de son taux directeur entre 0 et 0,1 %.
- le 26 • MONDE - Matières Premières** : le prix du fer a progressé de 56 % depuis le 5 septembre, alors que celui de l'or a reculé de 7,3 % depuis le 4 octobre. Ces courbes antagonistes signifient que les investisseurs sont désormais persuadés - quoiqu'avec des doutes persistants et intermittents dont témoigne une volatilité des cours toujours forte - que la locomotive chinoise est repartie de l'avant, elle qui dévore 60 % du fer mondial, que les États-Unis redécollent à petite vitesse et qu'ils auront la sagesse de s'entendre d'ici la fin du mois pour redresser leurs comptes publics et que l'Europe a sauvé l'euro grâce à des mesures d'austérité féroces et de colossaux « pare-feux ». Ces courbes disent aussi que l'aversion au risque s'est apaisée et qu'il est moins besoin de se prémunir contre l'inflation en accumulant de l'or.

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF